



MINISTRE
DE L'EQUIPEMENT
ET DES TRANSPORTS INTERIEURS

ARRETE N° 00136 / CM du

01 FEV. 2018



précisant les dispositions de la délibération n°2017-125 APF du 14 décembre 2017 relative aux radiocommunications à bord des navires de jauge inférieure ou égale à 160 tonneaux à l'exception des navires destinés au transport des passagers

LE PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

NOR :
DAM1722611AC-
1

Sur le rapport du Ministre de l'équipement et des transports intérieurs ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 modifiée sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution ;

Vu le code des postes et des communications électroniques applicable en Polynésie française ;

Vu le code des postes et télécommunications en Polynésie française, notamment les articles D232-1 et D 232-9 à D232-13 ;

Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à la prévention de la pollution, à la sûreté et à la certification sociale des navires ;

Vu la délibération n° 2007-2 du 26 février 2007 relative à la normalisation ;

Vu la délibération n°2017-125/APF du 14 décembre 2017 relative aux radiocommunications à bord des navires de jauge inférieure ou égale à 160 tonneaux à l'exception des navires destinés au transport des passagers ;

Vu le règlement des radiocommunications adopté par la Conférence mondiale des radiocommunications (Genève, 1995) ;

Le Conseil des Ministres en ayant délibéré dans sa séance du

ARRETE

31 JAN. 2018

Ampliations :

PR 1
VP 1
SGG 1
REG 1
MET 1
DPAM 1
JOPF 1

Trans. (avec AR) :

HC 1

Lexpol :

SCM
DMRA

Article 1er. - Les dispositions de l'annexe au présent arrêté s'appliquent aux navires visés à l'article 1^{er} de la délibération n°2017-125/APF du 14 décembre 2017 susvisée.

Article 2. - Le présent arrêté entre en vigueur pour les navires neufs lors de l'entrée en vigueur de la délibération n°2017-125/APF du 14 décembre 2017 susvisée, et pour les navires existants le 1^{er} jour du sixième mois après l'entrée en vigueur de cette même délibération.

Article 3. - Le Ministre de l'équipement et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le

01 FEV. 2018

Par le Président de la Polynésie française


Edouard FRITCH

Le Ministre
de l'équipement
et des transports intérieurs

Luc FAATAU

Pour Ampliation



A N N E X E

I. Normes

Les matériels de radiocommunications installés à bord ou embarqués, à titre obligatoire ou non, des navires visés par la délibération n°2017-125/APF du 14 décembre 2017 doivent être conformes aux normes suivantes fixées ci-après.

Les matériels reconnus conformes aux normes françaises ou européennes sont considérés comme conformes aux exigences essentielles ci-dessous.

I. A. Exigences essentielles au plan maritime

1. Les équipements radioélectriques sont construits de telle façon qu'ils garantissent:

a) la protection de la santé et de la sécurité des personnes et des animaux domestiques, et la protection des biens ;

b) un niveau adéquat de compatibilité électromagnétique.

2. Les équipements radioélectriques sont construits de telle sorte qu'ils utilisent efficacement le spectre radioélectrique et contribuent à son utilisation optimisée afin d'éviter les brouillages préjudiciables.

3. Les équipements radioélectriques de certaines catégories ou classes sont construits de telle sorte qu'ils respectent les exigences essentielles suivantes:

a) les équipements radioélectriques fonctionnent avec des accessoires, en particulier avec des chargeurs universels;

b) les équipements radioélectriques interagissent à travers les réseaux avec les autres équipements radioélectriques;

c) les équipements radioélectriques peuvent être raccordés à des interfaces du type approprié en Polynésie française ;

d) les équipements radioélectriques ne portent pas atteinte au réseau ou à son fonctionnement ni ne font une mauvaise utilisation des ressources du réseau, provoquant ainsi une détérioration inacceptable du service ;

e) les équipements radioélectriques comportent des sauvegardes afin d'assurer la protection des données à caractère personnel et de la vie privée des utilisateurs et des abonnés ;

f) les équipements radioélectriques sont compatibles avec certaines caractéristiques assurant la protection contre la fraude ;

g) les équipements radioélectriques sont compatibles avec certaines caractéristiques permettant d'accéder aux services d'urgence ;

h) les équipements radioélectriques sont compatibles avec certaines caractéristiques destinées à faciliter leur utilisation par des personnes handicapées ;

i) les équipements radioélectriques sont compatibles avec certaines caractéristiques visant à garantir qu'un logiciel ne peut être installé sur un équipement radioélectrique que lorsque la conformité de la combinaison de l'équipement radioélectrique avec le logiciel est avérée.

I. B. Normes exigées par type d'appareil

Les équipements listés ci-dessous doivent être conformes aux normes et documents normatifs suivants, ou toute norme qui les remplacerait, corrigerait ou compléterait.

En cas de matériel non listé ci-après ou de référence normative ayant évolué, l'Agence nationale des fréquences peut se prononcer sur la conformité du matériel.

I.B.1. Pour les équipements mis sur le marché avant le 16 mars 2017 :

Equipement	Normes et documents normatifs	Date limite d'installation à bord
MED/5.1. Radio à ondes métriques (VHF) permettant d'émettre et de recevoir par ASN et en radiotéléphonie	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 301 843-2 V1.2.1 (2004-06) - ETSI EN 301 925 V1.4.1 (2013-05) 	21.03.2019
MED/5.2. Récepteur de veille par ASN sur ondes métriques (VHF)	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 301 033 V1.4.1 (2013-09) - ETSI EN 301 843-2 V1.2.1 (2004-06) 	21.03.2019
MED/5.3. Récepteur NAVTEX	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - ETSI EN 300 065-1 V1.2.1 (2009-01) - ETSI EN 301 843-4 V1.2.1 (2004-06) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-6 (2012-01) 	21.03.2019
MED/5.4. Récepteur EGC	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - ETSI ETS 300 460 Ed.1 (1996-05) - ETSI ETS 300 460/A1 (1997-11) - ETSI EN 300 829 V1.1.1 (1998-03) - ETSI EN 301 843-1 V1.3.1 (2012-08) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-4 (2012) 	21.03.2019

Equipement	Normes et documents normatifs	Date limite d'installation à bord
MED/5.5. Récepteur captant les renseignements sur la sécurité marine (RSM) diffusés sur ondes décamétriques (récepteur HF IDBE)	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : <ul style="list-style-type: none"> - EN 61162-1 (2011) - EN 61162-2 (1998) - EN 61162-3 (2008) - EN 61162-450 (2011) - ETSI ETS 300 067 éd.1 (1990-11) - ETSI ETS 300 067/A1 éd.1 (1993-10) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série CEI 61162 <ul style="list-style-type: none"> - CEI 61162-1 éd. 4.0 (2010-11) - CEI 61162-2 éd. 1.0 (1998-09) - CEI 61162-3 éd. 1.2 compilation avec amendement 1 éd. 1.0 (2010-11) et amendement 2 éd. 1.0 (2014-07) - EN 61162-450 éd. 1.0 (2011-06) - ETSI ETS 300 067 éd.1 (1990-11) - ETSI ETS 300 067/A1 éd.1 (1993-10) 	
MED/5.6. RLS 406 MHz (COSPAS-SARSAT)	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI <p>Note : la circulaire MSC/Circ. 862 de l'OMI s'applique uniquement au dispositif permettant l'activation à distance, pas à la radiobalise proprement-dite.</p> <ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - ETSI EN 300 066 V1.3.1 (2001-01) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI <p>Note : la circulaire MSC/Circ. 862 de l'OMI s'applique uniquement au dispositif permettant l'activation à distance, pas à la radiobalise proprement-dite.</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-2 éd. 3.0 (2008) 	
MED/5.7. RLS bande L (INMARSAT)	Intentionnellement blanc.	
MED/5.8. Récepteur MF avec ASN	Intentionnellement blanc.	
MED/5.9. Générateurs d'alarme à deux fréquences	Intentionnellement blanc.	

Equipement	Normes et documents normatifs	Date limite d'installation à bord
MED/5.10. Radio à ondes métriques (VHF) permettant d'émettre et de recevoir par ASN et en radiotéléphonie	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 373-1 V1.4.1. (2013-09) - ETSI EN 301 843-5 V1.1.1 (2004-06) 	21.03.2019
MED/5.11. Récepteur de veille par ASN sur ondes métriques (VHF)	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 301 033 V1.4.1 (2013-09) - ETSI EN 301 843-5 V1.1.1 (2016-03) 	21.03.2019
MED/5.13. Station terrienne de navire (STN) Inmarsat-C	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : - ETSI ETS 300 460 éd.1 (1996-05) - ETSI ETS 300 460/A1 (1997-11) - ETSI EN 300 829 V1.1.1 (1998-03) - ETSI EN 301 843-1 V1.3.1 (2012-08) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-4 (2012) - Série CEI 61162 	21.03.2019
MED/5.14 Radio à ondes hectométriques/décamétriques (MF/HF) permettant d'émettre et de recevoir de l'ASN, de la télégraphie IDBE et de la radiotéléphonie	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : - ETSI ETS 300 067 éd.1 (1990-11) - ETSI ETS 300 067/A1 éd.1 (1993-10) - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 373-1 V1.4.1. (2013-09) - ETSI EN 301 843-5 V1.1.1 (2004-06) 	21.03.2019
MED/5.15 Récepteur de veille à balayage par ASN sur ondes hectométriques /décamétriques (MF/HF)	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 301 033 V1.4.1 (2013-09) - ETSI EN 301 843-5 V1.1.1 (2004-06) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-3(1994) - CEI 61097-8 (1998) - Série CEI 61162 	21.03.2019

Equipement	Normes et documents normatifs	Date limite d'installation à bord
MED/5.16 Appareil aéronautique émetteur-récepteur radiotéléphonique à ondes métriques	Intentionnellement blanc	
MED/5.17 Emetteurs-récepteurs radiophoniques portatifs à ondes métriques (VHF) des engins de sauvetage	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - ETSI EN 300 225 V1.4.1 (2004-12) - ETSI EN 301 843-2 V1.2.1 (2004-06) OU <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-12 (1996) 	07.12.2018
MED/5.18 Emetteurs-récepteurs radiophoniques fixes à ondes métriques (VHF) des engins de sauvetage	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - ETSI EN 301 466 V1.1.1 (2000-10) OU <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-12 (1996) 	07.12.2018
MED/5.19 Inmarsat- F77	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-13 (2003) OU <ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-13(2003) 	
MED/4.18 Dispositif de localisation pour la recherche et le sauvetage (SRLD) : Répondeur radar 9 GHz (SART)	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - EN 61097-1 (2007) OU <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-1(2007) 	
MED/4.55. Dispositifs de localisation pour la recherche et le sauvetage (SRLD) : Equipement AIS-SART	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - EN 61097-14 (2010) OU <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-14(2010) 	

I.B.2. Pour les équipements mis sur le marché à compter du 16 mars 2017 :

Equipement	Normes et documents normatifs
MED/5.1. Radio à ondes métriques (VHF) permettant d'émettre et de recevoir par ASN et en radiotéléphonie	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : <ul style="list-style-type: none"> - EN 61162-1 (2011) - EN 61162-2 (1998) - EN 61162-3 (2008) - EN 61162-450 (2011) - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 301 843-2 V2.1.1 (2016-03) - ETSI EN 301 925 V1.4.1 (2013-05)
MED/5.2. Récepteur de veille par ASN sur ondes métriques (VHF)	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : <ul style="list-style-type: none"> - EN 61162-1 (2011) - EN 61162-2 (1998) - EN 61162-3 (2008) - EN 61162-450 (2011) - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 301 033 V1.4.1 (2013-09) - ETSI EN 301 843-2 V2.1.1 (2016-03)
MED/5.3. Récepteur NAVTEX	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - ETSI EN 300 065-1 V1.2.1 (2009-01) - ETSI EN 301 843-4 V2.1.1 (2016-03) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-6 (2012-01)
MED/5.4. Récepteur EGC	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - ETSI ETS 300 460 Ed.1 (1996-05) - ETSI ETS 300 460/A1 (1997-11) - ETSI EN 301 843-1 V2.1.1 (2016-03) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-4 (2012)

Equipement	Normes et documents normatifs
<p>MED/5.5. Récepteur captant les renseignements sur la sécurité marine (RSM) diffusés sur ondes décamétriques (récepteur HF IDBE)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : <ul style="list-style-type: none"> - EN 61162-1 (2011) - EN 61162-2 (1998) - EN 61162-3 (2008) - EN 61162-450 (2011) - ETSI ETS 300 067 éd.1 (1990-11) - ETSI ETS 300 067/A1 éd.1 (1993-10) OU - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série CEI 61162 <ul style="list-style-type: none"> - CEI 61162-1 éd. 4.0 (2010-11) - CEI 61162-2 éd. 1.0 (1998-09) - CEI 61162-3 éd. 1.2 compilation avec amendement 1 éd. 1.0 (2010-11) et amendement 2 éd. 1.0 (2014-07) - EN 61162-450 éd. 1.0 (2011-06) - ETSI ETS 300 067 éd.1 (1990-11) - ETSI ETS 300 067/A1 éd.1 (1993-10)
<p>MED/5.6. RLS 406 MHz (COSPAS-SARSAT)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI <i>Note : la circulaire MSC/Circ. 862 de l'OMI s'applique uniquement au dispositif permettant l'activation à distance, pas à la radiobalise proprement-dite.</i> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - ETSI EN 300 066 V1.3.1 (2001-01) OU - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI <i>Note : la circulaire MSC/Circ. 862 de l'OMI s'applique uniquement au dispositif permettant l'activation à distance, pas à la radiobalise proprement-dite.</i> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-2 éd. 3.0 (2008)
<p>MED/5.7. RLS bande L (INMARSAT)</p>	<p>Intentionnellement blanc.</p>
<p>MED/5.8. Récepteur MF avec ASN</p>	<p>Intentionnellement blanc.</p>
<p>MED/5.9. Générateurs d'alarme à deux fréquences</p>	<p>Intentionnellement blanc.</p>
<p>MED/5.10. Radio à ondes métriques (VHF) permettant d'émettre et de recevoir par ASN et en radiotéléphonie</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : <ul style="list-style-type: none"> - EN 61162-1 (2011) - EN 61162-2 (1998) - EN 61162-3 (2008) - EN 61162-450 (2011) - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 373-1 V1.4.1. (2013-09) - ETSI EN 301 843-5 V2.1.1 (2016-03)

Equipement	Normes et documents normatifs
<p>MED/5.11. Récepteur de veille par ASN sur ondes métriques (VHF)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : <ul style="list-style-type: none"> - EN 61162-1 (2011) - EN 61162-2 (1998) - EN 61162-3 (2008) - EN 61162-450 (2011) - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 301 033 V1.4.1 (2013-09) - ETSI EN 301 843-5 V2.1.1 (2016-03)
<p>MED/5.13. Station terrienne de navire (STN) Inmarsat-C</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : <ul style="list-style-type: none"> - EN 61162-1 (2011) - EN 61162-2 (1998) - EN 61162-3 (2008) - EN 61162-450 (2011) - ETSI ETS 300 460 éd.1 (1996-05) - ETSI ETS 300 460/A1 (1997-11) - ETSI EN 301 843-1 V2.1.1 (2016-03) OU - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-4 (2012) - Série CEI 61162 <ul style="list-style-type: none"> - CEI 61162-1 éd. 4.0 (2010-11) - CEI 61162-2 éd. 1.0 (1998-09) - CEI 61162-3 éd. 1.2 compilation avec amendement 1 éd. 1.0 (2010-11) et amendement 2 éd. 1.0 (2014-07) - EN 61162-450 éd. 1.0 (2011-06)
<p>MED/5.14 Radio à ondes hectométriques/décamétriques (MF/HF) permettant d'émettre et de recevoir de l'ASN, de la télégraphie IDBE et de la radiotéléphonie</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : <ul style="list-style-type: none"> - EN 61162-1 (2011) - EN 61162-2 (1998) - EN 61162-3 (2008) - EN 61162-450 (2011) - ETSI ETS 300 067 éd.1 (1990-11) - ETSI ETS 300 067/A1 éd.1 (1993-10) - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 373-1 V1.4.1. (2013-09) - ETSI EN 301 843-5 V2.1.1 (2016-03)

Equipement	Normes et documents normatifs
<p>MED/5.15 Récepteur de veille à balayage par ASN sur ondes hectométriques /décamétriques (MF/HF)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - Série EN 61162 : <ul style="list-style-type: none"> - EN 61162-1 (2011) - EN 61162-2 (1998) - EN 61162-3 (2008) - EN 61162-450 (2011) - ETSI EN 300 338-1 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 300 338-2 V1.3.1 (2010-02) - ETSI EN 301 033 V1.4.1 (2013-09) - ETSI EN 301 843-5 V2.1.1 (2016-03) OU - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-3(1994) - CEI 61097-8 (1998) - Série CEI 61162 <ul style="list-style-type: none"> - CEI 61162-1 éd. 4.0 (2010-11) - CEI 61162-2 éd. 1.0 (1998-09) - CEI 61162-3 éd. 1.2 compilation avec amendement 1 éd. 1.0 (2010-11) et amendement 2 éd. 1.0 (2014-07) - EN 61162-450 éd. 1.0 (2011-06)
<p>MED/5.16 Appareil aéronautique émetteur-récepteur radiotéléphonique à ondes métriques</p>	<p>Intentionnellement blanc</p>
<p>MED/5.17 Emetteurs-récepteurs radiophoniques portatifs à ondes métriques (VHF) des engins de sauvetage</p>	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - ETSI EN 300 225 V1.5.1 (2015-12) - ETSI EN 301 843-2 V2.1.0 (2015-12) OU - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-12 (1996)
<p>MED/5.18 Emetteurs-récepteurs radiophoniques fixes à ondes métriques (VHF) des engins de sauvetage</p>	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - ETSI EN 301 466 V1.2.1 (2015-12) OU - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-12 (1996)
<p>MED/5.19 Inmarsat- F77</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-13 (2003) OU - Circulaire MSC/Circ.862 de l'OMI - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-13(2003)

Equipement	Normes et documents normatifs
MED/4.18 Dispositif de localisation pour la recherche et le sauvetage (SRLD) : Répondeur radar 9 GHz (SART)	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - EN 61097-1 (2007) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-1(2007)
MED/4.55. Dispositifs de localisation pour la recherche et le sauvetage (SRLD) : Equipement AIS-SART	<ul style="list-style-type: none"> - EN 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - EN 61097-14 (2010) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEI 60945 (2002), y compris corrigendum 1 (2008) à la CEI 60945 - CEI 61097-14(2010)

II. Installations d'antennes

1. Antennes VHF, MF et HF

1.1. Antennes d'émission MF/HF.

Tout navire doit disposer d'une antenne d'émission à poste.

Toute antenne d'émission doit pouvoir être reliée à la masse.

Lorsqu'il existe deux émetteurs, chacun doit être associé à son antenne. Un dispositif simple doit permettre sa connexion à la deuxième antenne. La mise en place des éléments de raccordement doit être vérifiée périodiquement.

L'antenne d'émission MF/HF doit être placée à la hauteur maximale compatible avec la taille et le type du navire. L'installation de supports convenables pour sa réalisation peut être exigée.

Les fils et câbles métalliques parallèles ou presque parallèles à des parties de cette antenne, situés à une distance inférieure à 4 mètres d'une autre antenne, doivent être coupés par des isolateurs.

Aucune partie métallique ne doit être, dans la mesure du possible, à moins de 2 mètres d'un point quelconque des antennes d'émission à l'exception du compas magnétique qui ne devra pas se trouver à une distance inférieure à 5 mètres d'une antenne.

Les étais retenant les antennes auto-portées doivent être en acier inoxydable et convenablement coupées au moyen d'isolateurs accessibles aux fins de nettoyage. Les points d'ancrage, côté antenne et côté masse du navire, doivent être électriquement shuntés.

Les drisses et les isolateurs supportant les aériens d'émission (antennes filaires) doivent être constitués de matériaux ayant une résistance au feu au moins équivalente à celle des conducteurs d'antenne.

1.2 Antennes de réception MF/HF.

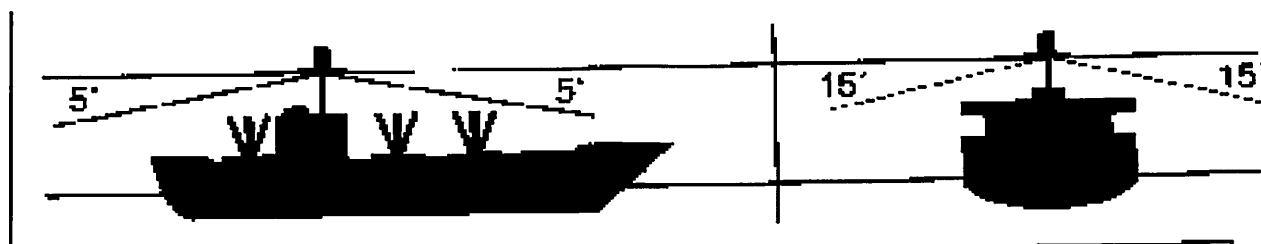
Les antennes de réception doivent être situées aussi loin que possible des antennes d'émission.

Toute antenne de récepteur de veille ASN doit présenter, autant que possible, une partie active (partie non soumise à des écrans ou des blindages), dont la hauteur, mesurée verticalement entre son point le plus bas et son point le plus haut, soit au moins égale à 5 mètres et suffisamment éloignée des antennes d'émission.

Dans le cas où il est matériellement impossible d'installer une telle antenne, l'usage d'une antenne-fouet de 3 mètres de longueur installée en un point suffisamment dégagé peut être admis.

2. Antennes de station terrienne de navire INMARSAT C et de réception AGA

2.1. Conformément à la Résolution A.807(19) de l'OMI., l'antenne omnidirectionnelle par satellite doit être située dans les hauts, de manière à ce qu'aucun obstacle n'apparaisse à moins de 15° d'élévation au-dessous de l'horizontale dans l'axe bâbord/tribord et 5° d'élévation au-dessous de l'horizontale dans l'axe avant/arrière, le navire se trouvant en conditions d'assiette et de gîte nulles.



Disposition d'antenne INMARSAT C

2.2. Elle ne doit pas être placée dans le faisceau d'une antenne de radar proche.

2.3. Elle ne doit pas être placée à un emplacement habituellement soumis à des vibrations ou aux fumées de la cheminée. Cet emplacement doit également être choisi en dehors des zones de passage ou de travail du personnel.

III. Marquage de l'indicatif radio

1. Navires armés au commerce.

L'indicatif radio doit être peint sur le dessus d'une superstructure, de telle manière qu'il puisse être visible par un avion suivant une route parallèle à celle du navire et de même sens.

Les lettres et les chiffres, de couleur rouge sur fond blanc, doivent avoir au moins 45 cm de hauteur et 6 cm de largeur de trait.

2. Navires armés à la pêche.

L'indicatif radio doit être peint sur le toit de la timonerie, quand elle existe, de telle manière qu'il puisse être visible par un avion suivant une route parallèle à celle du navire et de même sens.

La couleur des lettres et des chiffres doit être noire sur fond blanc ou blanche sur fond noir.

Pour les navires d'une longueur inférieure ou égale à 10 mètres, la taille des lettres et des chiffres est fonction de la place disponible sur le toit de la timonerie.

Pour les navires d'une longueur supérieure à 10 m mais inférieure ou égale à 17 mètres, les lettres et les chiffres doivent avoir au moins 25 cm de hauteur et 4 cm de largeur de trait.

Pour les navires d'une longueur supérieure à 17 m, les lettres et les chiffres doivent avoir au moins 45 cm de hauteur et 6 cm de largeur de trait.

3. Navires de plaisance.

Aucune inscription n'est prévue.

IV. Sources d'énergie

CIRCUITS D'ALIMENTATION

Pour les navires neufs ou pour les modifications importantes de l'installation radio, les circuits d'alimentation doivent être conçus conformément aux normes en vigueur et leur structure adaptée aux courants transportés. Leurs chemins devront être le plus éloigné possible des circuits à courants faibles. S'ils génèrent des perturbations électromagnétiques, ils devront avoir un blindage efficace. Les circuits de liaison entre la batterie et les équipements devront être le plus court possible et ne pas cohabiter avec des circuits non dédiés à l'installation radioélectrique.

Les câbles et fils de blindage doivent avoir des caractéristiques de non propagation de flamme.

ONDULEURS - CONVERTISSEURS

Si des équipements nécessitent une modification de leur tension d'alimentation, les convertisseurs, onduleurs et autres seront dédiés à ces équipements et leurs connexes. Ceux-ci devront être conçus de manière à faire fonctionner les équipements de manière satisfaisante et ne pas engendrer de perturbations radioélectriques. Ils seront disposés afin d'être convenablement ventilés et accessibles.

CHARGEURS

La batterie d'accumulateurs de réserve doit être maintenue en charge en permanence par l'intermédiaire d'un chargeur.

Le chargeur doit être protégé contre les surcharges électriques. Toute défaillance intervenant au niveau des circuits de charge ne doit pas endommager la batterie de réserve. L'alimentation du chargeur doit pouvoir être mise hors circuit manuellement.

La ventilation des circuits électroniques devra être réalisée de telle sorte qu'ils ne puissent être endommagés et leur degrés de protection procuré par les enveloppes devront être au moins égal à l'indice de protection IP12 conformément à la norme CEI 60529.

Pour les navires non pontés armés en 4^e m e et 5^e m e catégorie, la VHF portative autorisée en remplacement d'une VHF fixe, doit pouvoir soit être rechargée à bord, soit disposer d'une batterie supplémentaire chargée.

TABLEAU DE DISTRIBUTION

Les appareils sont alimentés par l'intermédiaire d'un tableau de distribution dédié à l'installation radioélectrique comprenant :

- Les contrôles de tension et d'intensité de départ vers les appareils ;
- Les sécurités protégeant les appareils.

Chaque équipement, et ceux associés, doit avoir son propre circuit d'alimentation facilement repérable. Le tableau doit être placé le plus près possible de l'installation radioélectrique, être facilement accessible et visible de la position de travail.

Les borniers équipés de disjoncteurs ou fusibles intégrés dans les consoles peuvent être admis comme tableau de distribution à condition qu'ils soient facilement accessibles.

BATTERIES D ACCUMULATEURS DE RESERVE

La source d'énergie électrique de réserve doit être constituée par une batterie d'accumulateurs au plomb pouvant se charger sur le réseau électrique du navire et située dans un local ou caisson suffisamment ventilé par une aération haute et basse. Elles seront placées dans un bac de rétention inaltérable par l'électrolyte. Ces batteries doivent être entretenues et contrôlées régulièrement.

La batterie ne doit pas être placée au-dessous du niveau du local où sont installés les appareils constituant l'installation radiotéléphonique. S'il est matériellement impossible de l'installer au même niveau que ce local, elle ne doit cependant pas être placée plus bas que le niveau du pont principal du navire.

La capacité de la source d'énergie de réserve doit être suffisante pour alimenter simultanément les appareils installés à titre obligatoire dans les conditions ci-après :

- à bord des navires équipés d'une source d'énergie de secours, la source de réserve doit pouvoir alimenter les appareils prévus aux chapitres IX et X de la délibération n°2017-125/APF du 14 décembre 2017 susvisée pendant 2 heures ;
- à bord des navires qui ne sont pas dotés d'une source d'énergie de secours, la capacité de la source d'énergie de réserve doit être suffisante pour alimenter les installations prévues aux chapitres IX et XX de la délibération n°2017-125/APF du 14 décembre 2017 susvisée pendant 6 heures dont 1/3 du temps en émission.

Les dispositifs de charge des batteries d'accumulateurs doivent permettre un débit compatible avec les besoins de l'installation radioélectrique et de la batterie. La tension fournie ne doit pas excéder de plus de 10% la tension nominale.

Le chargeur doit être conçu de manière à maintenir en charge la batterie de réserve de telle sorte que la capacité disponible à tout moment soit au moins égale aux valeurs définies aux alinéas précédents.

Le circuit de charge de la batterie doit comporter un dispositif de protection contre les courts-circuits.

La courbe constructeur devra être disponible lors de chaque visite périodique.

ALIMENTATION EN ENERGIE DES EMETTEURS-RECEPTEURS PORTATIFS RADIOTELEPHONIQUES EN ONDES METRIQUES

Les émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques en ondes métriques portatifs SMDSM doivent correspondre aux normes de fonctionnement prévues dans la résolution A.809(19) de l'OMI., à savoir :

- les émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques portatifs SMDSM peuvent être équipés d'une batterie de piles ou d'une batterie d'accumulateurs. La durée de vie en stock des batteries de piles devrait être de 2 ans au minimum ;

- lorsque les batteries d'accumulateurs sont utilisées, des dispositions appropriées devraient être prises pour que des éléments en pleine charge soient disponibles en cas de détresse.

En conséquence :

1. Dans le cas où l'alimentation est réalisée uniquement par piles, ces portatifs SMDSM doivent être exclusivement réservés aux cas de détresse. A cette fin, ils doivent être facilement accessibles, tout en étant entreposés en un endroit accessible au personnel chargé de leur emport.

2. Ces portatifs SMDSM peuvent être utilisés à d'autres fins que celles de la détresse exclusivement dans le cas où l'alimentation est réalisée par des accumulateurs. Toutefois, il doit être prévu dans ce cas un lot de piles (minimum une par appareil) entreposées dans les mêmes conditions que ci-dessus ou un lot d'accumulateurs maintenus en pleine charge de façon permanente.

Des dispositions doivent être prises dans tous les cas pour que des essais d'utilisation puissent être réalisés sans que soit affectée, à aucun moment, la disponibilité des piles ou accumulateurs en cas de détresse.

Les piles prévues exclusivement pour l'utilisation en cas de détresse doivent impérativement être de couleur jaune ou orange ou recevoir un marquage significatif d'une de ces couleurs.

V. Entretien des matériels et installations

1. Le matériel doit être conçu de manière à ce que les éléments principaux puissent être remplacés aisément.

2. Le matériel doit être construit et installé de manière à être aisément accessible aux fins d'inspection et d'entretien à bord.

3. Le matériel radioélectrique prescrit au présent titre et les systèmes de navigation et informatiques qui lui sont éventuellement associés doivent être entretenus de manière à garantir la disponibilité des fonctions à assurer en application du chapitre II de la délibération n°2017-125/APF du 14 décembre 2017 et à satisfaire aux normes de fonctionnement exigées pour ces matériels.

4. La disponibilité doit être assurée par la méthode d'entretien par la terre suivant les prescriptions du point 7 ci-après. Les navires armés en 3ème, 4ème et 5ème catégorie peuvent être exemptés des prescriptions de ce point 7 ci-après. Les navires de plaisance sont exemptés des prescriptions de ce point 7 ci-après.

5. Sous réserve que le navire soit capable d'assurer toutes les fonctions de détresse et de sécurité et que toutes les mesures raisonnables soient prises pour maintenir le matériel en bon état de marche afin qu'il puisse assurer toutes les fonctions spécifiées au chapitre II de la délibération n°2017-125/APF du 14 décembre 2017, on ne doit pas considérer le mauvais fonctionnement du matériel destiné à assurer les radiocommunications d'ordre général prescrites au point 7 du chapitre II de la délibération n°2017-125/APF du 14 décembre 2017 comme rendant un navire inapte à prendre la mer ou comme une raison suffisante pour le retenir dans un port où il n'est guère facile de procéder à la réparation.

6. Il convient de faire subir, périodiquement, aux balises 406 MHz COSPAS-SARSAT par satellite, des essais portant sur tous les aspects de leur rendement opérationnel, l'accent étant mis tout particulièrement sur la vérification des émissions sur les fréquences de fonctionnement, du codage et de l'immatriculation. La mise à l'essai peut être effectuée à bord du navire ou dans un centre approuvé d'entretien à terre. Les RLS par satellite devront faire l'objet d'un entretien à terre, conformément aux prescriptions du chapitre

XV de la délibération n°2017-125/APF du 14 décembre 2017, à des intervalles ne dépassant pas cinq ans. A l'issue de cet entretien, les RLS par satellite doivent être jugées aptes au service par le fabricant.

La périodicité mentionnée à l'alinéa précédent est comprise entre 24 et 36 mois. Pour les essais mentionnés à l'alinéa précédent, se reporter à la circulaire de l'OMI MSC/Circ.1040 "directives relatives à la mise à l'essai annuelle des RLS fonctionnant par satellite à 406 Mhz".

Le rapport des essais délivré par le prestataire de service d'entretien à terre doit être conservé à bord.

7. La méthode d'entretien par la terre est soumise à la condition que l'installation radioélectrique puisse être entretenue régulièrement sur une base minimum de 12 mois. A cet effet, il est prescrit l'établissement d'un contrat avec une entreprise intervenant sur le matériel de bord et garantissant l'existence d'un réseau international de service des marques considérées ou certifiées selon la norme ISO 9002 ou une norme équivalente.

A titre de variante, le contrat peut être signé avec l'importateur de la marque des matériels installés ou son représentant. Une collection des rapports des interventions et des visites sera établie et produite à la demande des commissions de visite.

8. Pièces de rechange, outillage et appareils de contrôle devant se trouver à bord du navire pour un entretien assuré à terre :

8.1. Lot de rechanges fourni par le constructeur du matériel.

8.2. Lot de fusibles et témoins de signalisation.

8.3. Isolateurs de rechange (s'il existe une antenne filaire à bord).

8.4. Réserve d'eau distillée.

8.5. Un pèse acide.

8.6. Un lot de petit outillage permettant d'assurer l'entretien courant (y compris un fer à souder thermostaté pouvant être relié à la masse et un tapis antistatique).

8.7. Un multimètre.

VI. Procédure d'entretien des balises 406 MHz COSPAS-SARSAT (RLS et PLB maritimes)

VI. 1. Prévention des fausses alertes de détresse

Dans le but d'éviter les fausses alertes de détresse, le prestataire de services d'entretien à terre doit :

1. utiliser une salle ou une enceinte blindée pour toutes les procédures d'entretien nécessitant, ou susceptibles de nécessiter toute émission réelle de RLS autre que l'émission d'essai automatique ; et
2. prévoir un récepteur de contrôle à 121,5 MHz qui captera les signaux de l'émetteur de radioralliment et donnera un signal d'avertissement si la RLS est activée accidentellement en-dehors de l'enceinte blindée. Si un signal de détresse est émis accidentellement, le JRCC Tahiti devrait être contacté immédiatement et informé des coordonnées du site d'essais.

VI.2. Intervalles d'entretien

1. Les RLS fonctionnant à 406 MHz par satellite devraient être inspectées et mises à l'essai conformément aux dispositions de la circulaire MSC/Circ.1040 de l'Organisation Maritime Internationale.
2. L'entretien à terre de toutes les RLS par satellite, devrait être effectué conformément aux prescriptions de la présente division à des intervalles spécifiés par le constructeur et ne dépassant pas cinq ans. Il est recommandé d'effectuer l'entretien à terre lorsqu'il faut changer la batterie.

VI.3. Essai automatique

Le prestataire de services d'entretien à terre doit :

1. avant d'effectuer une opération d'entretien quelle qu'elle soit, et à l'issue de cette opération, procéder à un essai automatique selon les instructions données sur le matériel ; et
2. consigner les résultats des essais. L'attention est appelée sur le paragraphe VI.1. ci-dessus relatif à la « prévention des fausses alertes de détresse ». Il est nécessaire d'éviter les transmissions en direct afin de ne pas charger inutilement les voies de transmission par satellite.
3. Vérifier que le mode d'essai automatique fonctionne correctement. Cette vérification pourrait être effectuée en maintenant le commutateur sur la position "essai automatique" pendant 1 minute après la

transmission de la première salve d'essai automatique. Toutes les émissions devraient cesser après le relâchement du commutateur de mode d'essai automatique. En outre, pour les RLS fonctionnant par satellite à 406 MHz qui ont reçu l'approbation de type de COSPAS-SARSAT après octobre 1998 (certificats d'homologation 106 et plus), il faudrait vérifier que le nombre de salves d'essai automatique n'est pas supérieur à un.

VI.4. Changement des batteries et piles

1. Le prestataire de services d'entretien à terre doit se conformer aux recommandations du fabricant pour le changement de la batterie principale, ainsi que pour le remplacement régulier de toute autre pièce de rechange (comme les joints, la pile pour la mémoire, le déshydratant).
2. Les batteries et piles enlevées devraient être éliminées conformément aux recommandations du fabricant et/ou de l'autorité nationale/locale.
3. Après avoir changé la batterie, Le prestataire de services d'entretien à terre indique la nouvelle date d'expiration sur la surface externe de la RLS.

VI. 5. Emission de signaux de détresse par satellite

1. La RLS par satellite doit être activée en mode d'émission normal (c'est-à-dire pas uniquement en essai automatique). L'attention est appelée sur l'article concernant la prévention des fausses alertes de détresse. Lorsque des dispositifs de contact avec l'eau de mer sont installés, ceux-ci doivent être connectés entre eux pour activer la RLS.
2. Le signal émis doit être vérifié au moyen d'un récepteur d'essai approprié afin de s'assurer de son intégrité et de son codage.
3. La fréquence du signal émis est consignée et il est vérifié qu'elle se situe dans les limites prescrites par la spécification pour laquelle elle est approuvée.
4. Il peut être vérifié la puissance de sortie de l'émetteur en mode "essai automatique". Une méthode simple peut être appliquée pour vérifier l'émission, telle que celle qui consiste à placer un récepteur à faible sensibilité à trois mètres au moins de distance de l'antenne de la RLS, sans obstacle entre eux. Le fabricant du matériel d'origine peut suggérer une méthode appropriée pour vérifier la puissance de sortie. L'attention est appelée sur le paragraphe VI.1. ci-dessus relatif à la prévention des fausses alertes de détresse.
5. La puissance de l'émetteur en mode d'émission normal (c'est-à-dire pas uniquement en essai automatique) doit être mesurée sur une charge fictive de 50 Ohm et doit être de 5 W +/- 2dB (35 à 39 dBm) conformément au règlement COSPAS-SARSAT.

VI.6. Emission de radioralliement à 121,5 MHz

1. La RLS par satellite devrait être activée en mode d'émission normal (c'est-à-dire pas uniquement en essai automatique). L'attention est appelée sur le paragraphe VI.1. ci-dessus relatif à la « prévention des fausses alertes de détresse ». Lorsque des dispositifs de contact avec l'eau de mer sont installés, ceux-ci devraient être connectés entre eux pour activer la RLS.
2. Le signal émis devrait être vérifié au moyen d'un récepteur d'essai audio approprié pour s'assurer qu'il a bien été modulé par balayage de tonalité - modulation caractéristique de ce signal.

VI.7. Système global de navigation par satellite (GNSS)

1. Pour l'entretien des RLS par satellite, conçues pour transmettre une position obtenue à partir d'un récepteur GNSS (interne ou externe à la RLS), le prestataire de services d'entretien à terre doit consulter le fabricant du matériel d'origine (RLS) pour déterminer une méthode qui permette de vérifier que cette fonction est assurée correctement, par exemple au moyen d'un répéteur/simulateur GNSS ou d'une entrée externe. Cet essai, qui peut nécessiter que la RLS émette en direct, devrait être réalisé dans une salle ou enceinte blindée conformément au paragraphe VI.1. ci-dessus relatif à la « prévention des fausses alertes de détresse ».
2. Un récepteur d'essai est utilisé pour vérifier que le signal émis par la RLS par satellite contient, sur la position, les données correctement codées obtenues à partir du récepteur GNSS.

VI.8. Contrôle de l'étanchéité à l'eau

1. La RLS par satellite doit être inspectée afin de vérifier que l'enveloppe ne porte aucun signe de dommages ou de fissures, ou qu'il n'y a aucune infiltration d'eau. Tout élément endommagé devrait être remplacé conformément aux procédures recommandées par les fabricants.
2. La RLS par satellite doit être mise à l'essai afin de vérifier son étanchéité à l'eau à l'issue de l'entretien à terre. Le fabricant de l'équipement peut recommander une méthode appropriée pour vérifier l'intégrité de la RLS. Une méthode consiste à immerger le matériel dans de l'eau chaude (de 20 à 30°C de plus que la température ambiante) pendant une minute. On peut aisément voir si les joints présentent la moindre défectuosité du fait que l'air à l'intérieur de la balise se dilate et s'échappe en créant un filet de bulles. Cet essai ne devrait pas être effectué avec de l'eau fraîche car cette eau pourrait être aspirée dans l'appareil sans produire de dégagement notable de bulles d'air.
3. Sur les RLS par satellite munies d'interrupteurs activés au contact de l'eau de mer, il faudrait désactiver cette fonction lors de l'essai d'immersion pour éviter le déclenchement d'une alerte, à moins que l'essai ne soit mené, du début à la fin, à l'intérieur d'une salle blindée. Pour désactiver cette fonction, on peut immerger la RLS complète avec un gousset de fixation, si ce dernier comporte un dispositif de verrouillage pour éviter l'activation avant le dégagement. Dans certains cas, la RLS est munie d'un interrupteur à inversion qui en empêche l'activation en cas d'immersion en position inversée. Il convient de consulter le fabricant pour obtenir des indications spécifiques.

VI.9. Étiquetage

Il faut vérifier au minimum l'étiquetage extérieur du matériel, notamment en ce qui concerne les détails suivants :

1. numéro de série du fabricant. Ce numéro identifie le matériel, même si les données programmées (comme la MMSI ou l'indicatif d'appel) sont modifiées ultérieurement ;
2. le code d'identification transmis :
 - pour les RLS fonctionnant en bande L, il s'agira du code du système Inmarsat ; et
 - pour les RLS à 406 MHz, il s'agira de l'identification à 15 caractères hexadécimaux de la balise (identification à 15 HEX) et d'autres données d'identification codées (MMSI/indicatif d'appel) qui pourraient être exigées par l'Administration. Il convient de vérifier que l'étiquette correspond à l'information décodée à partir de l'émission en mode d'essai automatique en utilisant le récepteur d'essai. Pour les balises à protocole de position COSPAS-SARSAT, l'identification à 15 HEX devrait correspondre à des données de position fixées aux valeurs par défaut ;
3. la date limite d'utilisation de la batterie ; et
4. la date à laquelle le prochain entretien à terre devra être effectué en application du paragraphe VI.10. relatif au « rapport sur l'entretien et autres documents ».

Les vérifications ci-dessus s'appliquent également à la RLS de remplacement si le prestataire de services d'entretien à terre assure la fourniture de ce matériel.

VI.10. Rapport sur l'entretien et autres documents

1. Le prestataire de services d'entretien à terre doit consigner les résultats de l'entretien à terre sous la forme d'un rapport, dont un exemplaire devra être conservé à bord, et d'une étiquette fixée à l'extérieur de la balise, sur laquelle devraient être indiqués le nom du prestataire de services d'entretien à terre et la date à laquelle le prochain entretien à terre devra être effectué.
2. Le prestataire de services d'entretien à terre peut apposer, à l'issue de l'entretien, un scellé inviolable ou un dispositif analogue.
3. Avant de rendre la balise à son propriétaire, ou lorsqu'il fournit une balise de remplacement, le prestataire de services à terre doit vérifier que les données d'immatriculation de la balise correspondent bien à celles du registre, lorsque cela est possible.

* * *
*